

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 8 MAI 1979 - N° 910

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Le 38^e congrès de la CFDT s'ouvre ce mardi à Brest

Depuis le 37^e congrès d'Annecy, bien des choses ont changé ! Il y a eu, bien sûr, la défaite de la gauche aux élections de mars 78, et au niveau de la CFDT elle-même, ce qu'on a appelé le « recentrage », mis en avant par la confédération aussitôt après.

Ce « recentrage », passé assez facilement lors du Conseil National d'avril 1978, est aujourd'hui l'objet de vives critiques dans les structures CFDT, au point qu'Edmond Maire s'attend à un congrès difficile. Sur certains votes, il risque d'y avoir un fort taux de « contre » et d'abstentions.

Lire en page 3

Le Tiers Monde pour un nouvel ordre économique

Depuis quinze ans, la CNUCED, (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) a constitué une tribune, un lieu d'unification et un terrain de lutte pour les « 77 » (aujourd'hui 117) pays du Tiers Monde qui se sont regroupés pour imposer leurs revendications aux puissances impérialistes.

Lire en page 6

Electricité : + 7,5 %

Les tarifs d'électricité viennent d'augmenter, ce lundi, de 7,5 %. Le week-end précédent, Barre avait décidé la hausse de 10 % du prix de l'essence, et annoncé que de nouvelles hausses de l'essence auraient lieu cette année. En matière de lutte contre l'inflation, l'État donne l'exemple. Toujours plus haut.

Begin bombarde le Liban... et parle de paix

Après la paix séparée avec l'Egypte, les sionistes se sentent les mains libres pour frapper la Résistance Palestinienne



Le camp de réfugiés palestiniens de Damour après les bombardements sionistes

Fessenheim

UNE VINGTAINE DE TRAVAILLEURS FORTEMENT IRRADIES

Interview des travailleurs
par Radio Verte Fessenheim

Le conseil d'État vient de rejeter les requêtes déposées par diverses organisations contre l'implantation du surrégénérateur de Creys-Malville. La construction se poursuivra donc en toute « légalité ».

Aux USA, alors que les incidents de fonctionnement des centrales se multiplient, 20 000 à 30 000 personnes ont manifesté à Washington.

Il y a 15 jours, un incident se produisait à la centrale de Fessenheim. Près de 20 travailleurs seraient touchés. Radio verte Fessenheim qui a révélé cet « incident » a interviewé des travailleurs de la centrale, nous en publions de larges extraits.

Lire en page 5

Lundi matin, les sionistes ont effectué un bombardement au Sud-Liban, à deux kilomètres de la ville de Tyr, tuant 11 civils.

Dimanche matin, l'aviation avait pris pour cible un camp de réfugiés palestiniens, dans le Nord-Liban, à une dizaine de kilomètres de Tripoli. Les obus ont atteint une maison où se célébrait un mariage : le bilan du raid est de quatre civils tués et vingt-cinq blessés. Les camps visés par l'attaque de dimanche avaient déjà été bombardés par les navires sionistes le 22 avril.

Cette agression contre le territoire libanais s'ajoute aux tentatives sionistes de constituer, au Sud-Liban, un Etat fantoche avec les milices fascistes. Ces agressions répétées sont une conséquence directe de la signature de la paix séparée entre l'Egypte et l'Etat sioniste. Dans la nuit de samedi à dimanche, l'artillerie lourde israélienne avait bombardé la région D'Achiyyed au Sud-Liban et des vedettes israéliennes croisaient au large non loin des côtes libanaises. Les sionistes ont réaffirmé leur volonté de maintenir leur occupation des territoires arabes, affirmant notamment que « Jérusalem est la capitale éternelle, unifiée et indivisible de l'Etat d'Israël ».

PRESSE PARALLELE DES VOIX DIFFERENTES (1)

Enquête de Paul GAUVIN

La presse parallèle existe.

Dans notre pays où les moyens d'information, (presse, radio, télé) abondent, où ils se livrent une concurrence acharnée, où ils sont à peu près libres de dire ce que bon leur semble, où la censure n'a qu'une puissance limitée, dans notre pays que certains disent «surinformé», il y a un «créneau» que les grands média ne remplissent pas.

La presse parallèle vit.

Dans notre pays où la «presse d'opinion», qui a connu une grande vigueur au lendemain de la Libération, meurt titre après titre, où les journaux, étouffés par les carcans financiers, se concentrent entre les mains de quelques magnats proches du pouvoir, des journaux fabriqués artisanalement, sans capitaux, avec peu ou pas de publicité, dédaignés par les circuits de diffusion traditionnels, animés le plus souvent par des bénévoles sans formation journalistique, fleurissent dans toutes les régions. Ils sont en crise permanente, mais il en naît plus qu'il n'en meurt.

«Presse parallèle»: c'est sous ce terme qu'on regroupe généralement ces journaux faits avec peu de moyens, tant financiers que rédactionnels,

qui parlent de sujets dont la «grande presse» aux ordres de puissances financières ou politiques parle peu, mal ou pas du tout, et qui tente de donner la parole à la grande masse de ceux qui n'ont jamais voix au chapitre de cette grande presse.

La presse parallèle, dans notre pays, a une histoire aussi ancienne que la presse tout court. En particulier, les grandes secousses de l'histoire, depuis 1789 jusqu'à l'occupation, et même mai 68, en passant par la Commune, ont connu cette floraison de titres plus ou moins éphémères.

Mais la vigueur actuelle de cette presse sans moyens, depuis quelques années, alors que tout, dans la situation économique, dans la politique du pouvoir, concourt à la concentration des moyens d'information, constitue bel et bien un phénomène politique. Elle affirme la méfiance croissante de toute une partie de notre peuple devant les bavardages officiels démentis par la vie de tous les jours. Méfiance aussi, plus ou moins claire, envers ceux qui prétendent parler en son nom, et lui retirent la parole.

Les contradictions qui parcourent et opposent ces journaux si divers, si insaisissables, ces

contradictions dont ils meurent parfois, sont celles qui divisent le mouvement populaire, celles qui rendent difficile son affirmation autonome.

Au-delà, par les préoccupations qui l'animent, par les nouveaux rapports qu'elle tente d'instaurer entre ceux qui fabriquent le journal et ceux qui le lisent, la presse parallèle dessine à sa manière quelques-uns des contours d'une autre société à construire, une société où le peuple aurait vraiment la parole.

C'est de cette réalité multiforme et vivace que nous allons tenter de rendre compte au cours de cette enquête.

Avec les limites qu'elle aura nécessairement tracées. Ainsi, nous ne parlerons pas de la presse parallèle «parlée», les radios libres. De même, nous laisserons de côté les journaux qui sont l'expression d'un mouvement de masse défini, qui mériterait une étude à part. (Par exemple, la presse du mouvement des femmes, celle des prisonniers, des comités de soldats, des psychiatrisés, des handicapés, la presse écologiste, la presse des mouvements autonomistes et régionalistes...). Nous nous bornerons à l'étude de la presse parallèle de caractère local.

Chez les Parisiens, la différence à l'échelle du quartier

Si les animateurs de la plupart des petits journaux locaux (mais pas de tous) se disent «gauche» ou «progressistes», cela ne signifie pas qu'ils se réfèrent à un courant politique précis. Certains ont vécu la crise d'une certaine extrême-gauche et recherchent une nouvelle façon d'aborder la politique, en partant de la vie de tous les jours.

Les équipes se sont rarement constituées sur la base d'un accord politique complet, et le pluralisme y est la règle. En particulier, on n'y trouve pas d'attitude bien définie vis-à-vis des partis de gauche, PS ou PCF.

C'est dans les municipalités tenues par ces partis que la pratique contraint ces journaux à préciser leur attitude envers eux. Soit que l'initiative du journal soit d'emblée une réaction contre le monopole de l'information et la manipulation de l'expression populaire qui règnent dans les municipalités PCF (dans la banlieue parisienne par exemple); soit que leur effort pour donner la parole à ceux qui luttent dérange messieurs les élus.

D'autre part, avant les législatives de mars 78, des journaux se sont lancés, dans des municipalités PC ou PS, en prévision d'une victoire de l'«Union de la gauche». Dans l'esprit de leurs animateurs, il s'agissait à la fois d'être présent dans une dynamique de lutte qui, selon certains, ne manquerait pas de suivre cette victoire de la gauche, et en même temps de desserrer l'étau du monopole de l'information qui risquerait alors de se renforcer.

Le 25 mars s'est tenue dans la banlieue de Paris une rencontre d'une dizaine de journaux locaux de la région. La première partie était un échange d'expériences: comment se sont constitués ces journaux, quels sont leurs contacts avec les associations, comment ils ont été amenés à se situer par rapport à la gauche. Nous publions quelques courts extraits de ce débat.

Histoires de Banlieue (Ivry-Vitry-Choisy):

Des organisations politiques avaient pris l'initiative de former un comité contre la répression, contre l'implantation d'un commissariat à Vitry, que demandait la municipalité PCF. Au début, on n'avait pas l'idée de faire un journal. Mais on voulait expliquer plus à fond les problèmes de la délinquance, de la violence dans les cités de banlieue, et les tracts ne suffisaient plus. (...).

Pour nous, c'est difficile de ne pas être politiques, on est tout le temps confronté à la municipalité PCF.

Le Quinziémard (Paris 15^e):

Il y a un an, à l'intérieur d'un groupe femmes, un certain nombre d'entre nous ont voulu créer un journal parlant du quartier. L'idée, c'était, par ce journal, de coordonner les groupes ou comités existant déjà sur le quartier, et de favoriser la création d'autres associations.

Se sont aussi retrouvés au journal des membres d'un collectif logement qui déperissait. Le collectif logement a disparu, tout



Des Parisiens Libérés (1977)... aux Parisiens qui se libèrent

le monde s'est retrouvé au journal.

La composition du groupe du journal a changé: au début, c'étaient des membres de groupes de quartier ou d'organisations politiques; maintenant, ce sont des gens du quartier, qui n'ont pas eu d'activité militante auparavant.

Les trois personnes qui venaient du groupe femmes y retournaient de moins en moins. Le groupe femmes envoyait des articles mais ne participait pas vraiment.

On trouvait que parler des problèmes des femmes ne suffisait pas, et on s'est dit qu'un journal pouvait permettre de faire des actions. On a eu des discussions qu'on n'aurait pas eues dans un groupe femmes, ou dans n'importe quel comité.

On a besoin d'une autre façon d'aborder le quotidien, d'un autre langage que le langage traditionnel des comités ceci, comités cela.

Histoires de Banlieue

Un comité, un parti, a un objectif de lutte. Dans un tract, on ne parle généralement que de lutte. Dans un journal, on ne parle pas seulement de lutte,

mais aussi des conditions de travail, de la vie quotidienne.

Banlieue d'Banlieue

Lors d'une précédente rencontre, organisée à l'initiative de *Partis pris*, deux animateurs de *Banlieue d'Banlieue* (qui couvre le département de la Seine-Saint-Denis, «fief» du PCF) s'étaient ainsi définis politiquement: «Notre projet au début de 1978, dans la perspective de la victoire électorale de la gauche en mars, c'était de permettre l'expression de tout ce qui se passe «plus à gauche» dans la Seine-Saint-Denis (...). «Notre choix, c'est la gauche. Pour nous, dans le 93, ça veut dire du PS aux autonomes, c'est comme ça». Dans le débat du 25 mars, ils ont expliqué comment leur position a évolué.

La lutte de la MJC de Neuilly-Plaisance nous a amenés à ne plus être seulement des journalistes, mais à être partie prenante de la lutte.

Cette MJC était, avant les élections municipales de mars 77, le lieu de rencontre des luttes

contre la municipalité de droite. Cette municipalité voulait bloquer les crédits, et la gauche soutenait les animateurs qui refusaient la liquidation de la MJC.

En mars 77, la gauche est passée à Neuilly-Plaisance, en partie grâce à la MJC. Mais maintenant, la municipalité de gauche refait ce que faisait la droite: elle remet en cause la convention passée entre la MJC et la municipalité. La bagarre s'est donc tournée contre la nouvelle municipalité.

Le conseil d'administration de la MJC est venu nous voir. On les a interviewés. On a aussi interviewé le maire PCF, les conseillers municipaux PS et PSU, la commission extra-municipale...

On va bientôt organiser une fête avec la MJC, pour soutenir sa lutte.

Pour nous, c'est un tournant: on ne se contente plus d'être des journalistes, on reprend à notre compte des débats, on y participe, on est partie prenante.

**Demain :
De la vie associative
au journalisme**

Le 38^e congrès de la CFDT s'ouvre donc ce mardi à Brest. Depuis le 37^e congrès d'Annecy, bien des choses ont changé ! Il y a eu bien sûr la défaite de la gauche aux élections de mars 78, et au niveau de la CFDT elle-même, ce qu'on a appelé le «recentrage», mis en avant par la confédération aussitôt après. Ce «recentrage» qui est passé assez facilement lors du Conseil National d'avril 78, est aujourd'hui l'objet de vives critiques dans les structures CFDT, au point qu'Edmond Maire s'attend à un congrès difficile, avec sur certains votes un fort taux de «contre» et d'abstentions...

A coup sûr, le «recentrage» sera au centre des débats de Brest. C'est sur son appréciation qu'ont porté les différentes tribunes et interviews des régions et fédérations dans la presse confédérale ces dernières semaines, de même que les contributions aux débats internes au niveau de certaines structures (UD...). C'est aussi sur lui que le PCF a concentré ses tirs, en allant jusqu'à éditer un sup-

plément à *L'Humanité*, sur son attitude envers les syndicats, et à le diffuser le plus massivement possible dans les usines, à quelques semaines du congrès de Brest.

DES AMENDEMENTS TROP BIEN TRIÉS

Dans ce contexte délicat pour elle, la direction confédérale a préparé avec un soin particulier (!) les textes qui seront finale-

ment soumis au congrès. «La commission des résolutions confédérale a examiné 1 058 amendements déposés par les syndicats sur l'avant projet de résolution. 75 % émanaient du secteur public et nationalisé. Le projet de résolution adopté par le Bureau National des 21 et 22 février et qui sera soumis à la discussion du congrès, a de ce fait été largement modifié. Dans leur formulation d'origine, ou sous

une présentation un peu différente, de très nombreux amendements ont été intégrés...». On se retrouve donc avec un deuxième texte, et très peu d'amendements à discuter en tant que tels : 7 amendements sur le «projet de résolution», 5 sur les «structures et fonctionnement démocratique»...

A l'issue de ces travaux préparatoires sur les textes, Edmond Maire avait affirmé, lors d'une conférence de presse, que la direction CFDT avait cette fois-ci rompu avec une pratique fréquente, qui consistait à présenter des amendements représentant des positions «extrêmes», qui n'avaient donc aucune chance de passer, de telle sorte que les textes de la direction avaient, eux, toutes les chances d'être votés. Autocritique toujours bonne à prendre, mais qui est malheureusement restée verbale ! Il suffit pour s'en convaincre d'examiner quelques amendements retenus. Une fois de plus, les dés sont pipés !

LES 35 HEURES : A QUELLES CONDITIONS ?

Prenons par exemple l'amendement à la résolution générale portant sur les 35 heures. Notons pour commencer, que cet amendement, ainsi que quelques autres, est déjà intégré dans la résolution. Ce qui signifie, en bonne

logique, qu'au cas où il serait refusé par le congrès, il n'y aura rien dans la résolution générale sur la question des 35 heures. Premier chantage, donc.

Mais regardons de plus près le texte même de l'amendement : «Pour atteindre ces objectifs, les syndicats doivent s'attacher à connaître les réalités et les aspirations prioritaires des travailleurs et des travailleuses sur la réduction de la durée du travail. Ils doivent élaborer et proposer des formes concrètes de la réduction de la durée du travail qui :

- répondent à l'aspiration des travailleurs et des travailleuses à une plus grande maîtrise de leur temps de travail ;
- s'opposent à la stratégie patronale d'individualisation des horaires de travail et de multiplication des statuts ;
- s'inscrivent dans la perspective des 35 heures permettant la création d'emplois.

Les revendications adaptées, comme les formes de la compensation, doivent faire l'objet de débats avec les travailleurs et travailleuses.

Ainsi, cet amendement qui s'annonçait sous les meilleurs augures, se termine, en douce, avec une expression dont le sens ne saute par forcément aux yeux, par l'idée que les 35 heures se négocieraient, en compensation, par

exemple, d'une baisse de salaire !

DE FAUSSES ALTERNATIVES

Sur le nombre pourtant faible d'amendements retenus, ce scénario n'est pas unique ! Ainsi, dans le chapitre sur le fonctionnement, on oppose au texte condamnant le «partage systématique des mandats» un amendement le prônant tout aussi systématiquement !

Ces quelques exemples, qui n'ont peut-être l'air de rien mais qui, par un phénomène d'accumulation soigneusement dosé, conditionnent pour une large part les débats, montrent une chose : c'est qu'à Brest, pour une bonne part, les dés sont pipés, et que les conditions de préparation de ce congrès ne sont guère démocratiques ! Il ne devrait pas manquer de voix, à partir de mardi, pour dénoncer les fausses alternatives dans lesquelles la confédération voudrait faire tomber ceux qui s'opposent aux conclusions attentistes, au syndicalisme de gagne-petit et de compromission, dont la fédération de la métallurgie, pour ne parler que d'elle, a plus d'une fois donné le triste exemple...

Monique CHERAN

Blanchisserie de Grenelle
(Issy-les-Moulineaux)

D'où viennent ces flics patronaux ?

A la suite des violents incidents qui se sont produits jeudi, les ouvriers s'interrogent sur l'intervention de la milice patronale.

On se rappelle les faits. Les ouvriers de la blanchisserie de Grenelle sont en grève depuis le 28 mars, date à laquelle un atelier se mettait en grève pour les salaires. La direction lock-outait 890 ouvriers et licenciait 11 ouvriers qui avaient ralenti la production par solidarité. La direction a dû revenir sur le licenciement d'un délégué de cet atelier qui était en heures de délégation mais elle maintenait les

autres. Le 24 avril la police évacuait les locaux tenus par un piquet de grève. A la levée du lock-out une cinquantaine d'ouvriers (moins de 6 %) reprenaient le travail avec les cadres. Une milice patronale accompagnée de chiens, garde les bureaux. Jeudi matin les ouvriers qui tenaient une assemblée devant l'usine étaient violemment agressés (2 blessés graves à la tête à coups de nunchakus). Des usines des environs un meeting de plus de 1500 travailleurs se réunissait pour exiger le départ de cette milice, qui se sauvera masquée, poursuivie par les

ouvriers. Des ouvriers affirment avoir reconnu quelques-uns des pseudo autonomes qui le 23 assistaient avec les CRS à la provocation. Des ouvriers, une trentaine qui avaient repris le travail ont rejoint les grévistes. La direction semble hésitante sur la poursuite de son attitude intransigente. Mais les ouvriers sont décidés à ne rien céder sur l'essentiel : pas de licenciements, le paiement des jours de lock-out et l'augmentation des salaires. De plus ils réclament une enquête sur la milice dont ils possèdent les numéros de voitures pour 3 d'entre eux.

La lutte des femmes de ménage de l'INSA à Lyon

LA POLICE AU SECOURS DES MARCHANDS D'ESCLAVES

La journée de jeudi a marqué un pas en avant dans la mobilisation autour des femmes de ménage en lutte contre la sous-traitance : Hamelin (directeur de l'INSA) refuse toujours de mettre le problème à l'ordre du jour au conseil d'administration et n'a pas apprécié d'être retenu durant deux heures — de 11 à 13 heures — par les femmes de ménage et les étudiants, main dans la main. Il décide, à la suite de cette action, qu'il faut frapper un grand coup, pour briser cette unité gênante. Il fait alors intervenir les flics dans la nuit contre une centaine d'étudiants qui occupaient son administration en soutien à la lutte des employés de la SIN. 23 d'entre eux ont été gardés à vue, et 5 ont été inculpés de séquestration, désignés à la répression par Hamelin. Mais c'est raté pour lui.

Le soutien à la lutte n'a fait que s'amplifier. Le vendredi les étudiants de l'INSA étaient en grève, et une fête lyonnaise soutenue par l'UD-CFDT était envisagée, et des contacts pris avec des syndicalistes de Berliet, victimes de la répression.

Après cette agression policière, les femmes de ménage se sont mises en grève totale jusqu'à la libération des étudiants, indépendamment de leurs re-

vendications. Il faut dire que depuis deux mois maintenant, la combativité des femmes n'a pas faibli contre les véritables négriers qui les emploient. Employées juridiquement par la SIN, une société de sous-traitance, elles sont au chômage forcé durant les vacances scolaires, n'ont pas les avantages sociaux des autres employés de l'INSA, (maladie etc...) et ne touchent que 11,60 F de l'heure.

Leurs revendications sont simples : du travail toute l'année, 14 francs de l'heure, le respect du contrat de travail. Le patron de la SIN ne leur ayant généreusement octroyé que 24 centimes supplémentaires de l'heure, elles ont décidé de s'en prendre à leur employeur réel, Hamelin, directeur de l'INSA. Elles ont alors su gagner le soutien de nombreux étudiants.

Avec leur section CFDT, des initiatives de popularisation sont alors prises. Les étudiants font des quêtes sur le campus. Ne pouvant tenir une grève totale, elles refusent de travailler deux heures par jour, et appellent au boycott actif par les étudiants et enseignants des salles et locaux non nettoyés.

Jeudi, excédées par la provocation de Hamelin de tenir le conseil d'administration hors de l'INSA sans mettre leur lutte à l'ordre du jour, elles ont retenu

celui-ci deux heures avec la participation d'étudiants : «...On commence à fatiguer ; hier on a décidé d'entrer toutes ensemble dans la salle du conseil restreint et de discuter avec Hamelin. On voulait qu'il inscrive notre problème à l'ordre du jour : il nous a répondu : «Je ne suis pas le patron, voyez la SIN», il nous a même dit : «Comment voulez-vous que je puisse intervenir ? Vous vous fichez de moi». Alors on a décidé de le prendre au sérieux, on l'a retenu un peu pour lui montrer qu'on était décidé. On a laissé sortir tous les autres, ils se sont chargés d'appeler la police qui est venue secourir Hamelin, il n'était pourtant pas en danger...». En signe de protestation, l'intersyndicale a décidé de quitter le conseil qui s'est tenu dans l'après-midi. Les étudiants réunis en Assemblée générale dans la soirée décidèrent l'occupation de

l'administration dans la nuit. Alors que l'UGE (proche du PCF dans les grandes écoles) dénonçait cette action comme une provocation minoritaire, les femmes de ménage déclaraient dans un tract de leur section CFDT le lendemain : «Nous tenons à dire que beaucoup d'étudiants étaient avec nous dans la salle, ils nous ont aidées mais c'est nous qui avons décidé ; cette nuit ils ont occupé l'administration en soutien à notre lutte. Nous sommes rentrées chez nous parce qu'on était fatiguées. Ce matin on apprend que 23 étudiants ont été arrêtés par les flics. Alors pour nous il n'y a pas de problème, on ne reprend pas le travail tant qu'ils ne sont pas libérés, c'est normal même si le patron nous dit aujourd'hui : «Je vous donne tout ce que vous voulez». Cette grève, pour beaucoup d'entre nous, c'est la première. On a appris que

toutes ensemble on pouvait arrêter de subir.

Sur les 23 étudiants arrêtés jeudi soir on trouvait notamment «deux dangereux malfrats» qui passaient devant l'INSA par hasard de retour d'un anniversaire, deux autres qui revenaient d'un concert... 5 d'entre eux ont été livrés par Hamelin au cours d'une séance de dénonciation ; plainte a été déposée contre les femmes de ménage et deux autres étudiants. Hamelin ne pouvait supporter de voir femmes de ménage et étudiants lutter au coude à coude. Mais la mobilisation s'est amplifiée et Hamelin a raté son coup. Les étudiants sont en grève totale. La fête soutenue par l'UD-CFDT est prévue pour mercredi avec des syndicalistes victimes de la répression (Berliet) et la participation d'organisations de masses diverses.

Correspondant

L'AUTOBUS QUI REND FOU

Un nombre croissant de machinistes de la RATP ne supportent plus les charges de travail imposées par la rentabilisation

1970 : Dans un des nombreux rapports qui lui sont commandés par le pouvoir, le technocrate Nora définit les voies et les moyens d'une rentabilisation de la Régie autonome des transports parisiens. La même année, l'en-

semble des syndicats, sauf la CFDT, signent un «protocole d'accord sur les dispositions relatives aux prolongements sociaux des mesures de réorganisation et de modernisation».

Le Lien, journal de la CFDT-RATP, note à ce sujet : «(...) N'étaient pas pris en compte :

- l'éloignement du domicile au lieu de travail ;
- les déplacements supplémentaires ;
- la formation pour le nouvel emploi ;
- la réinsertion dans le nouvel emploi.

Concernant les emplois temporaires (poinçonneurs), le protocole d'accord n'a prévu pour eux que le chômage.

Pour les personnels restants dans les services modernisés, la direction n'a pas voulu prendre en compte :

- l'aggravation des conditions de travail ;
- la dégradation de l'accueil des usagers ;
- la dégradation de la sécurité de tous.

C'est la remise en cause de façon sournoise des avantages acquis que subissent les agents de la Régie depuis 1970.

Toutes ces faces cachées du protocole, la CFDT les avait dé-

noncées en 1970. Cette analyse était à l'origine du refus de la CFDT de cautionner le protocole (...).

NERVEUSEMENT INSUPPORTABLE

Or, récemment, la médecine du travail publiait une étude de poste concernant les machinistes-receveurs des autobus parisiens. Les conclusions d'une enquête très approfondie dénoncent notamment le bruit et les trépidations, le chauffage et l'aération défectueux, les horaires de travail, avec le temps de repos («battements») non respectés du fait des encombrements et de la charge de travail imposée, et avec «l'amplitude», c'est-à-dire le temps de présence considérablement allongé par les temps morts à l'intérieur du service.

Mais sur un point particulier, ce rapport vient notamment mettre en lumière les conséquences pour les travailleurs de la RATP de la rentabilisation de l'entreprise. Il s'agit de la suppression sur l'ensemble du réseau du poste de receveur, dont les tâches reviennent désormais aux conducteurs appelés maintenant «machinistes-receveurs».

Le tableau des machinistes-receveurs déclarés «inaptes à leur emploi statuaire» pour raisons de santé montre particulièrement la montée en flèche des «affections neurologiques et psychiatriques» : de 12 travailleurs concernés en 1973, le chiffre passe à 35 en 1977. Un sondage systématique effectué lors de la visite annuelle auprès de 775 travailleurs pris au hasard donne 12,25 % «d'affections neuro-psychiatriques, non traitées de façon ambulatoire pendant un temps plus ou moins long».

Lisons bien : à force de devoir supporter une charge de travail trop lourde, dans des conditions nerveusement difficiles, les conducteurs d'autobus finissent par craquer.

LA PERTE DE L'IDENTITE

Ils risquent alors, en tombant dans la catégorie des «inaptes», de se trouver dans la situation décrite par Le Lien :

«C'est la contraction de la formule : «inapte à son emploi statuaire». Ce raccourci a-t-il pour origine la facilité de langage ou la volonté de faire croire que ces travailleurs ne sont plus bons à rien ? La situation actuelle de ces travailleurs donne la réponse à cette question.

- s'ils ont moins de dix ans de régie, la réforme les menace. Dans le meilleur des cas, ils seront reclassés dans un autre emploi, mais déclassés concernant leur salaire (même si l'inaptitude vient d'un accident du travail).

- S'ils ont entre dix et quinze ans de régie, ils conserveront leur salaire antérieur, mais il sera bloqué.

- S'ils ont plus de quinze ans de régie, ils conserveront leur salaire et l'avancement de leur emploi antérieur ;

- Pour ceux que concernent les avantages du tableau B, c'est l'obligation de départ en retraite aux conditions minimales : 25 ans de service, 50 ans d'âge.

- Ceux qui désirent retrouver un autre emploi à part entière ont droit à une formation permanente inadéquate et des barrières imposées qui empêchent de concrétiser cette volonté.

Conséquence de cette situation : «L'inapte à son emploi statuaire» perd son identité, est arraché du milieu où il a vécu pendant des années. Ce n'est plus monsieur Untel, c'est l'inapte du «service intérieur» ou celui du 3^e étage ou du bureau 620. Ce travailleur est brisé par la maladie et par le déracinement de son lieu de travail (...).

Les conducteurs du métro aussi

CONCLUSIONS DE L'ETUDE DE POSTE DU CONDUCTEUR SEUL A BORD DU TRAIN RÉALISÉE PAR LA MÉDECINE DU TRAVAIL

«Peu préparés psychologiquement et techniquement à l'exploitation en pilotage automatique, les conducteurs ont d'autant plus mal ressenti ce mode d'exploitation qu'ils conduisaient depuis plus longtemps un matériel de conception très différente. Frustration, rejet de l'outil de travail, sensation de dévaluation de la qualification, solitude et monotonie sont une réalité qu'on ne saurait nier, et qui aboutissent parfois à une anxiété latente ou à une perte de l'attention pouvant entraîner des erreurs de conduite comme l'ont noté certains travaux étrangers à propos de la monotonie. Ce n'est pas pour rien, d'ailleurs, que la majorité des accidents sur lignes exploitées en P.A. est survenue en terminus au moment de la reprise en conduite manuelle.

La solution du problème réside dans une meilleure connaissance par l'homme de sa nouvelle machine et surtout la possibilité de conduire réellement cette machine chaque fois que faire se peut.

La technologie a conduit à définir un nouveau poste de travail, mais sans toujours apprécier exactement combien peuvent être contraignants dans ce domaine les impératifs physiologiques et psychologiques. Oubliés ou négligés, ils rappellent vite leur prééminence.

La situation actuelle en matière de P.A. ne pourra être résolue que si l'on tient compte de ces 2 impératifs, c'est-à-dire si l'on revient à l'homme».



Manifestation des chauffeurs de bus parisiens sur les conditions de travail (grève de mai 78)

Le rapport de la médecine du travail (extraits)

Le machiniste-receveur est soumis à deux tâches essentielles :
— la fonction conduite : tâche primordiale à haute responsabilité ;
— le service voyageur : surveillance de la montée-descente des voyageurs, recette et information.

En principe, ces deux tâches doivent être séparées : la première (conduite) ne pouvant s'exercer que lorsque la seconde (service voyageur) est terminée.

En pratique, cela n'est pas toujours le cas et le travail théorique peut être différent du travail réel. En effet, certaines fonctions, notamment la fonction recette, peuvent donner lieu à des actions effectuées en cours de conduite : classification de monnaie, manipulation du tiroir réservé à cet effet. L'alternance des tâches n'est plus respectée.

Il se crée alors de véritables tâches secondaires caractéristiques d'une «double tâche». Il est en effet difficile que cette alternance soit toujours réalisée car les manœuvres de démarrage et l'amorce de celui-ci sont parfois nécessaires pour respecter le tableau de marche, alors que les opérations de recette ne sont pas terminées. Le machiniste-receveur doit donc adopter une stratégie de gain de temps.

La nécessité du service voyageur amène parfois des problèmes de contact avec le public auxquels, en l'absence de receveur, le machiniste-receveur doit seul faire face. Dans ces conditions, la charge mentale est considérablement augmentée car la fonction principale de conduite ne peut en aucun cas être perturbée.

Aux heures creuses et lors de la conduite nocturne, le machiniste-receveur peut ressentir une anxiété due au danger d'agression. La solitude et le fait de détenir de l'argent l'exposent particulièrement. Une charge anxiogène s'ajoute alors à sa tâche.

Au terme de cette étude sur le poste de machiniste-receveur à la Régie Autonome des Transports Parisiens, étude qui a duré plus de deux ans et qui a nécessité des moyens complexes de

recherche, un certain nombre de constatations se sont finalement imposées à l'ensemble des membres de la commission.

Qu'il s'agisse de l'analyse des statistiques concernant l'inaptitude à l'emploi de machiniste-receveur ou de l'analyse de la charge de travail, il ressort que le malaise actuel de la profession repose sur des bases réelles.

Malgré la complexité des problèmes pratiques qui se trouvent posés, il convient d'alléger et de mieux répartir les tâches.

Certes des aménagements du poste de conduite peuvent y contribuer : il en a été longuement question dans le précédent chapitre. Le matériel futur devrait permettre d'obvier à la plupart des anomalies constatées, dont certaines sont inhérentes à la structure même du véhicule.

Pendant, tout ceci est loin d'être l'essentiel.

En réalité, deux évidences priment tout :

- le poste de machiniste-receveur est un poste ergonomiquement illégitime, accolant deux tâches mal compatibles entre elles : la conduite d'un véhicule au milieu d'une circulation de plus en plus dense, la perception et le contrôle des titres de transport avec un nombre de voyageurs croissant, tout en respectant les impératifs d'une exploitation quant à la vitesse commerciale du véhicule et la sécurité des voyageurs.

Solution peut-être acceptable en d'autres temps ou en d'autres lieux, la juxtaposition de ces deux tâches apparaît dans les conditions actuelles comme peu satisfaisante. Il conviendrait donc de revoir cette question de la recette et du contrôle des titres de transport afin de diminuer la part de la tâche qui revient en ce domaine au machiniste-receveur.

Les horaires de travail s'avèrent également inactuels dans certaines circonstances, ne correspondant plus guère aux données sociologiques du moment et il conviendrait sans doute de mieux tenir compte de ces données.

Centrale nucléaire de Fessenheim

UNE VINGTAINE DE TRAVAILLEURS FORTEMENT IRRADIES

Une interview des travailleurs par Radio Verte Fessenheim

Alors que le conseil d'Etat vient de trancher en faveur de l'implantation du surrégénérateur de Creys-Malville, déclarant son implantation «légitime», rejetant ainsi les requêtes formulées par diverses organisations des départements de l'Isère et de Savoie, un nouvel incident a eu lieu dans une centrale nucléaire. Aux USA, des rejets d'eau radioactive ont eu lieu dans le Tennessee en provenance de la centrale Brown Ferries dans l'Etat de l'Alabama. Le préfet de l'Ain, quant à lui, promet la divulgation du plan Orsec-rad avant la fin de l'année.

Par ailleurs, Radio verte Fessenheim (100 - 104 mégahertz) diffusait lors de sa 95^e émission, vendredi dernier, l'interview de travailleurs qui ont été fortement irradiés lors d'une intervention sur la centrale nucléaire de Fessenheim. L'incident, révélé par Radio Verte Fessenheim, s'est produit il y a quinze jours ; une vingtaine de travailleurs seraient touchés. L'irradiation s'est produite alors que des travailleurs d'une société parisienne, la COMSIP, procédaient au déchargement du réacteur de la centrale (régulièrement il faut arrêter le réacteur et le débarrasser de ses déchets, afin de remettre du combustible neuf). C'était la première fois qu'une telle opération s'effectuait en France sur un réacteur PWR (à eau pressurisée). Une suite d'incidents techniques ont contraint les travailleurs à rester plus longtemps que prévu dans les zones irradiées, et ils ont subi de fortes doses. Radio Verte Fessenheim fait état de pressions à l'encontre des travailleurs pour qu'ils gardent le silence sur cet incident, notamment le fait que l'un d'entre eux ait été obligé de «répartir» son irradiation sur plusieurs jours, tandis qu'une seule personne faisait l'objet d'un contrôle médical. Nous publions ci-dessous de larges extraits de l'interview réalisée par Radio Verte Fessenheim (RVF), qui prévoit une émission spéciale sur la centrale de Fessenheim diffusée jeudi prochain dans la région de la centrale.

► **RVF — Avez-vous suivi une formation spéciale pour les centrales nucléaires, et pour la radio-protection ?**

Nous avons suivi ce fameux stage ATR, c'est-à-dire information complète sur le nucléaire, sur les méthodes de sécurité dans les centrales nucléaires et apprendre à les respecter. Il y a eu un stage à Saclay, et un stage d'une semaine à Lille, pour une information de chef de travaux, stage qui était prévu de deux semaines. Ces stages ont été accélérés pour que ça aille très vite...

► **Vous êtes donc venus à la centrale de Fessenheim pour participer aux travaux de déchargement du combustible : pouvez-vous nous expliquer dans quelles conditions cela s'est passé ?**

Le déchargement du combustible s'est fait pratiquement sans problème. On pensait que cela allait être plus délicat, mais les incidents qui se sont produits sont dus à des dents mécaniques, techniques. Ce sont des incidents de machines et non humains.

► **Pour sortir ce combustible il fallait ouvrir le réacteur. Premier problème : il fallait démonter le couvercle du réacteur, quelque chose qui se passe habituellement tout à fait normalement...**

Je ne sais pas si d'habitude cela se passe nor-

malement, puisque c'est la première fois que cela se faisait ici, en France : dévisser le couvercle du réacteur, enlever tous les goujons qui le tiennent. Il y avait une machine qui avait été faite pour cette opération, et celle-ci, comme de bien entendu, n'a jamais marché. Les défailances de la machine proviennent certainement du fait qu'elle a été trop longtemps dans le réacteur, puisque installée au moment de sa mise en service. Elle a dû monter en température... Ces goujons, au lieu d'être dévissés à la machine, l'ont été à la main.

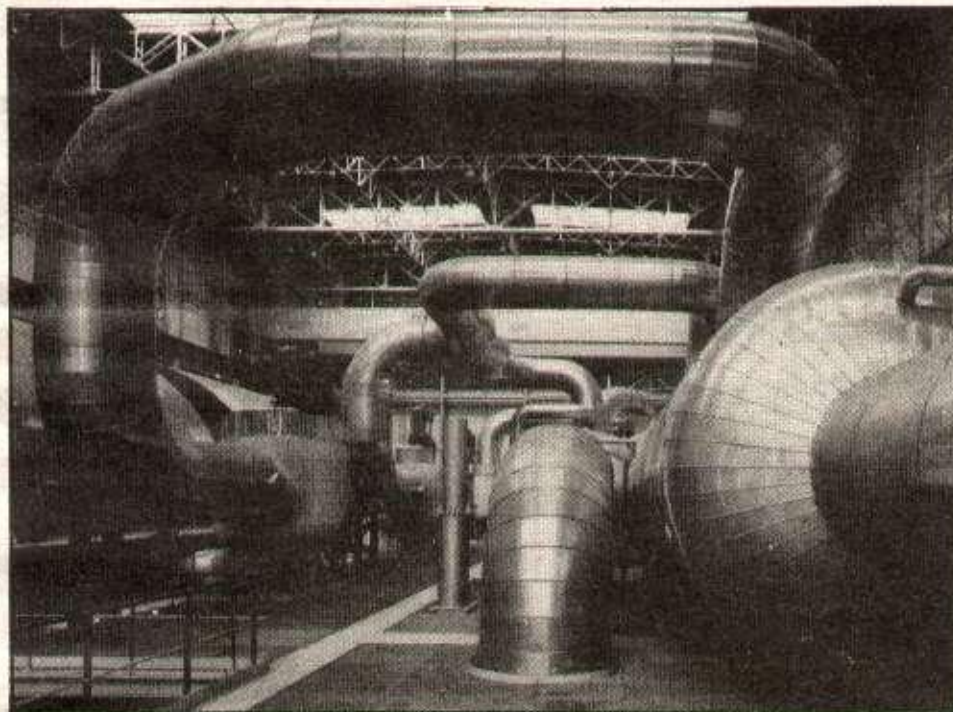
► **Vous-même avez participé à ce travail ?**

Plusieurs entreprises ont participé à ce dévissage de goujons*. Avec des risques d'irradiations qui étaient (on ne connaissait pas les débits de doses que nous allions avoir) à cet endroit de 1 rem/heure ; à d'autres endroits il y en avait même plus. Certains endroits connaissent une radioactivité faible, d'autres sont très puissants en débits de doses, tels que les générateurs de vapeur, et si on va au cœur du réacteur, comme un couvercle, il faut le mettre sous eau avant de le soulever.

SURPRISE

► **Parlons un peu de cette opération de soulèvement de couvercle...**

Là, on a eu une grosse surprise, dont nous ne nous sommes pas aperçus tout de suite, mais plusieurs heures après : trois barreaux de combustible



Fessenheim, mise en service en 1977 : une centrale déjà usée ?

étaient restés accrochés au couvercle ! Or, ces barreaux risquaient à tout moment de tomber, de se mettre en travers dans la piscine, avec toutes les conséquences... Ils ont été obligés de remettre en place le couvercle, en prenant mille et une précautions, de le redéposer, de remettre les barreaux dans leur logement. Il ne fallait toucher ni à droite ni à gauche ! Ensuite, par des moyens techniques, ils ont décollé les barreaux, et là, a pu commencer l'opération de déchargement. Cette opération s'est effectuée par postes, et s'est passée tout à fait normalement, à part les incidents, toujours mécaniques : bras de déchargements, bras basculateurs, moteurs qui tombaient en panne à tout instant...

► **C'est quand même une leçon, puisque c'est la première fois que le déchargement s'effectue ; c'est donc la première fois que le réacteur d'une centrale PWR est ouvert, après un an de fonctionnement. Le résultat, c'est que le matériel mis à l'intérieur pour diverses opérations n'a pas l'air très opérationnel.**

Je dirais même que du matériel qui sert, tel que les pompes primaires, présentent déjà des défauts et ont déjà des fuites...

ALLER TRES VITE

► **La troisième opération a été d'effectuer un certain nombre de contrôles et de révisions à l'intérieur du générateur de vapeur (GV). Pouvez-vous expliquer en détail cette opération ?**

Le problème le plus grave qui s'est produit, c'est qu'il fallait entrer à l'intérieur des générateurs de vapeur, qui ont un débit de dose très important : une moyenne de 10 à 12

rems/heure, alors qu'on nous avait annoncé 6 à 10. On a formé une équipe qui devait intervenir dans ces GV, avec un entraînement sur maquette, 18 personnes ont fait cet entraînement, organisé par EDF. EDF a fait ensuite une petite réunion, disant que ces 18 personnes devaient entrer environ 3 minutes dans un GV, et ne devaient pas dépasser ce temps limite. Il fallait aller très vite pour prendre très peu de dose.

► **Seulement la maquette ne correspondait pas à la réalité...**

La maquette ne correspondait pas tout à fait à la réalité. Dès que les personnes sont entrées dans le GV, on s'est aperçu qu'il y avait énormément de problèmes, tels que des boulons qui ne pouvaient pas aller, des fuites, quand c'était serré... Il a fallu retarader. Les boulons étaient trop longs et les trous pas assez profonds. Il a fallu passer les tarauds et mettre des rondelles pour compenser les épaisseurs... Alors, ces 18 personnes ont été vite épuisées, puisqu'elles ont tourné autour de 10 minutes. Certains y sont allés plusieurs fois, dont nos chefs. Ils ont pris des doses très importantes. On est venu aussi chercher une équipe de secours, et il a fallu de nouveau entrer et revisser. Ces autres personnes sont venues, l'une d'elle est rentrée 10 minutes, quatre fois. La première fois, elle a pris 800 millirems au stylo de poitrine ; normalement, il était prévu un stylo de tête (appareil de contrôle pour les doses reçues) à 5 rems, un stylo poitrine de 0 à 200 millirems, et un stylo poitrine de 1 à 5 rems, plus un film COMSIP de tête. Certaines personnes n'ont pas eu de film de tête. Les personnes ont pris plus d'un rem : 1,8 rem, 2 rems, et une a pris 2,2 rems !

DES DOSES TRES IMPORTANTES

► **Et au niveau des**

organes sexuels, aviez-vous un dosimètre ?

Non.

La première équipe était préparée à l'entrée dans le GV, mais l'équipe de renfort n'a pas été préparée, ni informée.

► **Cela fait combien de personnes qui ont subi des radiations de 2 rems en l'espace de 10 minutes ?**

Je crois qu'il y a une vingtaine de personnes qui ont pris entre 1,5 à 2,5 rems. Nous avions une combinaison, la première qui s'appelle tenue universelle, plus une tenue à bande rouge, plus une tenue vinyl, masque, cagoule et spiratome (l'appareil respiratoire branché sur le circuit air EDF).

* Cheville servant à assembler certaines pièces de machines.

Sondage sur le nucléaire : 76 % en faveur d'un référendum

Quelques jours après l'accident survenu dans la centrale nucléaire américaine de Three Mile Island, et après que la CFDT ait révélé l'incident à froid de la centrale de Gravelines, le périodique à orientations écologiques *Le Sauvage* s'est livré, par l'entremise de l'IFOP, à un sondage sur le nucléaire. Dans les résultats publiés dans son numéro de jeudi, il apparaît que 62 % des personnes consultées seraient favorables à l'énergie nucléaire, tandis que 76 % d'entre eux sont en faveur d'une consultation par voie de référendum pour se prononcer sur le type d'énergie à employer. Ce mode de consultation a donc progressé de façon importante en comparaison des derniers sondages qui abordaient la même question (56 % favorables en août 1977, et 67 % en décembre 1978).

Les partisans incondi-

LES DOSES...

Les doses maximales admissibles sont :

- Pour les travailleurs directement affectés à des travaux sous rayonnements : 3 rems en trois mois consécutifs.
- Pour les autres travailleurs du nucléaire : 1,5 rem par an.
- Pour le public : 0,5 rem par an.

En 1976, la dose individuelle annuelle la plus élevée a atteint : 6,17 rems. Les irradiations ont des conséquences génétiques en fonction de leurs doses, de même qu'il peut y avoir des inversions de formules sanguines, des leucémies, cancers...

► **Y a-t-il eu des cas de contamination ?**

Oui, mais uniquement au niveau des mains, des pieds et des cheveux...

► **Pour l'instant c'est tout ce que nous savons. On ne sait pas s'il y a eu des choses plus graves. Parce qu'après tout vous n'avez pas effectué des mesures «officielles» à l'intérieur du GV...**

Ces mesures ont été faites par EDF. Mais elles peuvent être très vite changeantes parce que les sources se déplacent. Les gens qui ont été fortement irradiés en peu de temps, ont ressenti énormément de maux de tête, une grande fatigue. Ils ne sont pas à l'aise aujourd'hui...

tionnels du nucléaire semblent peu nombreux. A la question : «Après ce qui vient de se passer dans une centrale nucléaire aux Etats-Unis, pensez-vous que le programme nucléaire français doit être... ?», 1,1 % pense qu'il doit être accéléré, 51 % maintenu, 27 % stoppé et 11 % ne se prononcent pas. La question était claire et faisait directement allusion à l'accident survenu aux USA ; à noter que les plus fermes partisans du nucléaire ont leurs préférences politiques chez les partis de la majorité, et que les femmes et les ouvriers sont moins portés vers cette énergie.

Le Sauvage conclut les résultats de ce sondage en affirmant que le choix exprimé n'est pas définitif, et que «les Français seraient moins favorables au nucléaire s'ils avaient le sentiment qu'il existe des énergies alternatives».

Le 7 mai à Marseille, cinquième conférence de la CNUCED

15 ANS DE LUTTE DU TIERS MONDE

Depuis 15 ans, la CNUCED, (conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) a constitué une tribune, un lieu d'unification et un terrain de lutte pour les «77» (aujourd'hui 117) pays du Tiers Monde qui se sont regroupés pour y imposer leurs revendications aux puissances impérialistes.

Dès 1964, à Genève, la première CNUCED se constitue en organisme et se donne des structures. Les problèmes de la revalorisation et de la stabilisation du prix des matières premières, de l'ouverture des marchés des pays industrialisés aux produits du Tiers Monde sont alors évoqués.

En 1968, la conférence de New-Delhi aborde les problèmes de fond et les mesures concrètes que le groupe des «77» devra imposer aux impérialistes. Cette conférence met définitivement sur pied le «sys-

tème des préférences généralisées» qui assure aux produits fabriqués par le Tiers Monde un accès préférentiel sur les marchés des pays industrialisés.

La troisième conférence, celle de Santiago, en 1972 est une nouvelle occasion d'affirmer l'unité des positions des pays du Tiers Monde. Ils refusent alors d'être tenus à l'écart de la réforme du système monétaire international, alors décidée uniquement par le groupe des dix pays occidentaux les plus industrialisés. Ils obtiendront de pouvoir faire entendre leur

voix au sein du Fonds Monétaire International.

LE «NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE»

Entre la troisième conférence de 1972 et la conférence de Nairobi en 1976, la situation internationale sera marquée par la défaite de l'impérialisme US en Indochine et par les décisions de l'OPEP à l'encontre des pays occidentaux après la guerre au Proche-Orient en 1973. Suivant l'exemple de l'OPEP, les pays producteurs de matières premières prennent conscience de leur force et s'organisent. C'est un aspect de la constitution du Tiers Monde en force politique qui se met en place.

Le débat et l'avancée sur les revendications du Tiers Monde vont se pour-

suivre dans de nombreuses structures (ONU, non-alignés, conférences des 77). Mais c'est surtout à l'assemblée générale de l'ONU de septembre 1975 sur le développement et la coopération économique que les 77 vont exposer un projet radicalement nouveau, celui du «nouvel ordre économique mondial». Au lieu de petites réformes de détail, il s'agit de promouvoir un projet global. L'objectif est de faire admettre que, pour redresser une situation injuste et inégalitaire, il faut une série de mesures favorables aux pays du Tiers Monde. C'est ainsi que les 77 demandent l'indexation des prix des produits et des matières premières sur les prix de leurs importations en provenance des pays industrialisés. Au lieu d'une «aide», ils demandent le transfert de 1 % du produit national brut des pays impérialistes aux pays du Tiers Monde, sans conditions, pour financer leur développement.

LA CONFERENCE DE NAIROBI

Les pays du Tiers Monde arrivent à la conférence de Nairobi (mai 1976) en ayant reformulé et précisé leurs revendications grâce à la charte de Manille. Ils exigent également que la stabilisation des prix des matières premières soit assurée par un fonds commun spécial, que le transfert des technologies soit garanti par un code, que les dettes des pays du

Tiers Monde soient réaménagées et, autant que possible, annulées.

Face à toutes les manœuvres impérialistes, le groupe des 77 restera ferme sur ses positions et uni, tandis qu'au sein du «groupe B» des divergences apparaissent entre les USA et les pays de la CEE, plus enclins à faire des concessions. Entre le Tiers Monde et l'URSS un fossé se creuse, puisque l'URSS se refuse à être classée dans les pays industrialisés pour ne pas en avoir les obligations...

AUJOURD'HUI, LE PROTECTIONNISME DES RICHES

Aujourd'hui à Manille, la 5^e conférence devra aborder à nouveau ces différentes questions pour faire le point. Sur la question de la stabilisation des matières premières, des négociations sont actuellement engagées sur 18 produits. Il s'agit non seulement de garantir la valeur des matières premières, mais aussi de développer la transformation de celles-ci dans le pays producteur lui-même pour augmenter la valeur des ventes.

Mais aujourd'hui, c'est la question du protectionnisme des pays riches qui va être directement posée par les «77». En effet, depuis deux ans, les USA, l'Europe et le Japon ont multiplié les mesures contre les exportations des pays du Tiers Monde qui commencent à s'industrialiser.

Le système des préférences généralisées est donc remis en cause, ainsi que le projet de la CNUCED selon lequel la part du Tiers Monde dans le commerce international devrait passer de 8 % aujourd'hui à 30 % avant la fin du siècle. Le secrétaire général de la conférence, Gamani Corea a déclaré : «J'espère que la CNUCED se prononcera fermement contre le protectionnisme, contraire à l'objectif de libre-échange proclamé par presque tous les pays».

«Ce qu'il nous faut, c'est négocier à partir d'une position de plus en plus forte» déclarait le président tanzanien Nyerere à la conférence ministérielle des 77 de février dernier. Cette position de force peut s'appuyer sur l'unité, sur la fermeté des producteurs de matières premières et des regroupements du Tiers Monde dans différentes instances. Il apparaît aussi aujourd'hui que les pays du Tiers Monde imposeront des reculs aux impérialistes en construisant leurs propres structures : institutions financières, économiques, industries, sociétés commerciales et de transport. Après avoir arraché des concessions grâce à leur unité politique, ils peuvent faire reculer les impérialistes en s'unissant pour financer et contrôler leur développement.

J.P. CHAMPAGNY



Le café au Brésil : de nombreux pays du Tiers Monde vivent de la vente de deux ou trois produits.

LA RESISTANCE PALESTINIENNE : PREMIERE CIBLE D'ISRAËL

Le Sud-Liban : la confrontation (1)

Depuis plus de quinze jours, l'armée israélienne attaque le Sud-Liban. Quelques jours auparavant, les miliciens de la droite fasciste libanaise annonçaient la formation de leur «Liban libre» composé de quelques villages du Sud, situés à la frontière avec l'Etat sioniste. La situation au Sud-Liban a empiré juste après la signature du traité de paix par Sadate avec les dirigeants sionistes. C'est une conséquence de cette signature.

Depuis plusieurs années, les masses palestiniennes vivant sous l'occupation affirment leur solidarité avec l'OLP et se battent pour faire reconnaître à la communauté internationale que l'OLP est le seul représentant du peuple palestinien. Tous les projets sionistes visant à remplacer l'OLP par des notables ou des régimes arabes ont échoué. Dans le traité de paix signé avec Sadate, les sionistes proposent l'«autonomie administrative» aux populations de Cisjordanie et Gaza qui, elles, refusent cette proposition et affirment qu'il s'agit d'une entérinement de l'occupation des terres de 67. Les dirigeants sionistes ont du mal à faire accepter leur plan à des notables pales-

tiniens, surtout que la Jordanie, qui influe encore sur certains d'entre eux, est obligée de refuser le traité de paix. Pour Israël, la seule voie, pour faire admettre son plan, est de liquider l'OLP.

LES NOUVEAUX ACQUIS DE LA RESISTANCE

Depuis la guerre du Sud-Liban en mars 1978, la Résistance Palestinienne a gagné du terrain, sur les plans libanais, arabe et international. Sa présence au Sud-Liban est un acquis, dans le but de poursuivre la lutte armée contre l'Etat sioniste. La présence de forces patriotiques libanaises, et notamment les forces du Mouvement du Liban Arabe, à ses côtés,

a changé la situation politique et militaire du Sud. Cela a renforcé l'idée que les masses libanaises doivent diriger, comme les masses palestiniennes, tous les fusils contre l'ennemi commun, l'Etat d'Israël.

L'aide fournie par l'OLP aux forces de l'ONU stationnées au Sud pour qu'elles accomplissent leur mission, c'est-à-dire rendre les terres libanaises sous domination israélienne directe ou indirecte, à la souveraineté libanaise, est positivement appréciée par l'ONU alors qu'Israël est une fois de plus complètement discrédité. Pour justifier leur politique, les sionistes accusent les forces de l'ONU d'avoir des éléments pro-palestiniens. En fait, la Résistance Palestinienne a su correctement apprécier la situation après la guerre de mars 78 et a approuvé la mission des forces de l'ONU. Elle a toujours répété que si cette mission se retournait contre elle, elle saurait s'y opposer. Malgré quelques

accrochages au départ du fait de la mauvaise compréhension de leur mission par quelques Casques bleus français et fidjiens, les choses se sont arrangées par la suite. Et la lutte s'est alors menée entre les forces de l'ONU et les milices fascistes soutenues par Israël. Cela constituait une victoire politique de l'OLP.

L'ARMEE LIBANAISE AU SUD

La position de force de l'OLP au Sud s'est encore accentuée par son soutien à l'entrée de l'armée officielle libanaise au Sud. Malgré la composition nouvelle de cette armée, issue d'un compromis entre les différentes factions au pouvoir au Liban, et où les isolationnistes ont leur place, la Résistance Palestinienne et les forces patriotiques libanaises ont approuvé la décision de son envoi au Sud. Elle a pour mission de remplacer progressivement les forces de l'ONU, et d'assurer la

souveraineté libanaise sur l'ensemble du Sud.

Sur le plan officiel libanais, ce sont les forces isolationnistes qui ont le plus hésité à l'envoyer. Elles n'avaient aucun intérêt à accroître les contradictions entre l'Etat et les milices de Haddad, soutenues par l'Etat sioniste. En août 78, le premier bataillon est envoyé. Il est stoppé par les tirs des milices. La population libanaise souhaite sa progression et plusieurs articles dans les journaux de l'époque disent : ce bataillon reflète la capacité de l'Etat à assurer sa souveraineté. S'il continue à avancer, malgré la perte de soldats martyrs, le Liban pourra dire enfin qu'il est souverain face à Israël. Il a fallu sept mois pour que l'Etat, pressé par les forces de l'ONU et par les pays arabes, accepte d'envoyer d'autres bataillons qui devront, tôt ou tard, intervenir contre l'Etat fantôme des milices soutenues par Israël.

Par Yomna El Khalil

QUI CRAINT LA SOUVERAINETE LIBANAISE ?

Le fait de concentrer toutes les forces libanaises contre Israël et ses milices est un grand acquis pour la Révolution Palestinienne. C'est pour enrayer cet acquis qu'Israël a attaqué aussi sauvagement le Liban : montrer à l'Etat libanais que les sionistes sont plus forts, vider le Sud de ses habitants et par là, créer des contradictions entre la population libanaise et la Résistance. Et avec la création de leur «Liban libre», les sionistes espèrent que les masses libanaises se retournent contre la présence palestinienne au Sud. Mais celles-ci ont apprécié la position palestinienne vis-à-vis de l'ONU et des forces légales libanaises et ont reconnu que ce sont les milices et l'Etat sioniste qui craignent la souveraineté libanaise.

Demain la suite de notre enquête

Nicaragua

TOUTE L'AMERIQUE CENTRALE EST IMPLIQUÉE

La lutte populaire menée au Nicaragua affecte tous les pays d'Amérique Centrale, non seulement par l'exemple que peut constituer la lutte armée du Front Sandiniste, pour d'autres pays voisins, soumis à des dictatures sanglantes comme le Salvador, mais aussi par ses conséquences économiques immédiates.

Depuis le début des années 60, existe un marché économique centro-américain, d'abord impulsé par les USA, mais qui cherche aussi à voler de ses propres ailes. Compte-tenu de la position centrale du Nicaragua dans la région, de l'imbriication des Etats entre eux et du nombre limité de voies de passage en raison des conditions géographiques, la fermeture des frontières du Nicaragua bloque tout commerce en amont et en aval, de Panama au Guatemala. Or, depuis les années 60, une certaine division du travail s'est produite, qui a rendu les économies des différents Etats complémentaires, et tributaires les uns des autres. Une industrialisation locale est née. Le Nicaragua est plus orienté vers le coton, le café et les produits forestiers, tandis que le Costa-Rica s'est



spécialisé dans l'exportation de bananes, de café et de cacao. Toutes ces productions impliquent un commerce actif qui n'est plus possible actuellement. Le Costa-Rica, en particulier est menacé d'asphyxie économique si Somoza reste au pouvoir.

Ces conséquences économiques se doublent aussi de risques de déstabilisation politique. Somoza s'est lancé à plusieurs reprises dans de violentes accusations contre ses voisins. Il a délibérément violé la frontière du Costa-Rica en tuant et faisant des prisonniers, ce qui a obligé le Costa-Rica, qui ne dispose pas d'armée, mais seulement d'une sorte de police, à faire appel

au Venezuela pour protéger sa frontière. Le président du Costa-Rica est pris entre deux feux. D'un côté, il alimenterait bien se débarrasser des réfugiés sandinistes qui utilisent un peu le pays comme arrière, et qui lui occasionnent des ennuis avec la Garde Nationale somoziste; de l'autre, il lui est difficile de le faire, en raison de la très forte popularité dont jouit le Front Sandiniste dans toute la région. Le Front Sandiniste de Libération Nationale a dénoncé le 14 mars dernier, «les pressions politiques et économiques du gouvernement nord-américain sur le gouvernement costa-ricain, afin que celui-ci déclenche l'opération «Jaques Mate Rey 2» contre les forces sandinistes qui combattent actuellement au Sud du Nicaragua».

Le Honduras n'est pas non plus épargné par les menaces, dans la mesure où un nombre important de réfugiés nicaraguayens s'y trouvent. Dans le même communiqué, le Front Sandiniste dénonçait «l'existence d'un plan de déstabilisation du gouvernement du Honduras, qui nous touche directement, bien que n'ayant rien à voir avec ce gouvernement, car c'est là un prétexte à la persécution des exilés».

Cet ensemble de raisons font que les différents pays d'Amérique Centrale s'inquiètent du pourrissement de la situation au Nicaragua. Mais cette inquiétude peut être à double tranchant. Car si, pour eux, le maintien au pouvoir de Somoza devient très gênant, une victoire politique et militaire des Sandinistes comporterait également de gros risques; au premier chef, la contagion de l'exemple. Il semble difficile d'envisager une intervention ouverte par le biais ou non de l'OEA (Organisation des Etats américains), mais plutôt des manœuvres en sous-main. Or le Front redoute particulièrement une internationalisation du conflit qui chercherait à le déposséder des fruits de la victoire en imposant une solution politique fabriquée.

Sahara : la position mauritanienne au cœur des négociations

Les activités diplomatiques autour de la question du Sahara continuent à se développer : les voyages liés à la préparation de négociations se sont multipliés la semaine dernière. Alors que le Premier ministre espagnol avait rencontré le Front Polisario et avait reconnu que la décolonisation du Sahara restait à faire, les chefs d'Etat du Nigéria et du Mali ont rencontré les 3 et 4 mai les dirigeants du Front à Alger. Ils représentaient le comité d'information de l'OUA, alors que jusqu'ici le Maroc avait pu empêcher tout contact de l'OUA avec le Front Polisario.

Après avoir rendu visite à Giscard, le nouveau premier ministre mauritanien Bouceif a tenu une conférence de presse à Paris samedi : il a déclaré que la Mauritanie était favorable à une auto-détermination de la population de la partie du Sahara qu'elle occupe «suivant la procédure la plus appropriée». Faisant état des entretiens qu'il avait eus mercredi avec Hassan II, il a affirmé : «A Rabat, on nous laissera suivre notre voie», ce qui serait nouveau, le roi du Maroc s'étant toujours opposé à une paix séparée. Le premier ministre mauritanien se rend cette semaine à Madrid. Il semble donc que l'Espagne, après avoir cautionné le partage du Sahara en 1975, envisage de jouer un rôle actif dans les négociations actuelles. Le roi Juan Carlos va en outre faire une «visite d'amitié» au Maroc à partir du 4 juin.

Afghanistan

Le journaliste François Missen a effectué un reportage en Afghanistan parmi les rebelles pachtounes en guerre contre le gouvernement central prosoviétique. Il a publié ce reportage dans *Le Matin-Dimanche* et à *Antenne 2*. Il fait état de l'importance de l'engagement soviétique : tanks ultra-modernes, bombardements quotidiens des villages rebelles par des Mig 21. Face à ce rouleau compresseur, les rebelles ne semblent disposer que des fusils qu'ils fabriquent le plus souvent, et, au mieux, de mitrailleuses. Tous les éléments réunis par François Missen démentent la propagande soviétique (destinée à justifier l'intervention de Moscou) selon laquelle cette lutte serait aidée par les USA, la Chine, le Pakistan et l'Iran. Le dirigeant interrogé par le journaliste du *Matin* estime que plus de 155 000 rebelles sont morts depuis le coup d'Etat il y a un an. Il estime que les prisonniers politiques sont très nombreux dans tout le pays.

Autriche : les socialistes gagnent

Les élections législatives en Autriche ont donné la majorité absolue au parti socialiste du chancelier sortant Bruno Kreisky, qui ne disposait jusque-là que d'une courte majorité.

Les socialistes ont obtenu 51,16 % des suffrages (contre 50,4 %) et 96 députés. Le parti populiste (démocrate-chrétien) 41,81 % (contre 43 %) et 76 députés, le parti libéral (droite) 6,01 % (contre 5,4 %) et 10 députés. Le parti révisionniste, avec 0,95 % des voix (contre 1,1 %) n'a pas de député.

Quadrillage policier en RFA

Après l'assassinat, vendredi, par la police allemande d'Elisabeth von Dyck, soupçonnée d'avoir participé à l'enlèvement de Hans-Martin Schleyer, la police allemande est en état d'alerte générale pour tenter de retrouver d'autres responsables de cet enlèvement.

Vague d'attentats en Corse

Dans la nuit de dimanche à lundi, une vingtaine de bombes ont explosé en divers endroits de Corse. A l'heure où nous mettons sous presse, ces attentats n'avaient pas été revendiqués. Ils interviennent au moment du 3^e anniversaire de la constitution du FLNC.

Salvador : l'Ambassade de France occupée

Depuis vendredi, un commando de révolutionnaires occupe l'Ambassade de France au Salvador. Ce commando réclame la libération de cinq prisonniers politiques. Le Salvador, petit pays d'Amérique centrale, est dominé et surexploité par une oligarchie de quatorze familles qui mène une politique de répression très brutale contre les masses paysannes. Amnesty International fait état de 200 disparitions de 1976 à 1978. Plusieurs dizaines de résistants à la dictature ont été abattus depuis le début de l'année. L'occupation de l'Ambassade a été revendiquée par le Bloc populaire révolutionnaire qui regroupe toutes les forces d'opposition et qui a adopté la voie de la lutte armée. Le BPR a cependant affirmé qu'il excluait de s'en prendre à l'ambassadeur et au personnel.

Grande-Bretagne

«Nous voulons les droits de la femme, pas une femme de droite»



Tel est le mot d'ordre que le mouvement des femmes britannique a lancé contre Margaret Thatcher. On ne cesse en effet de nous rebattre les oreilles avec l'«événement» que constituerait l'élection de cette femme qui a un programme fascinant et défend des valeurs réactionnaires comme la «femme au foyer». Voilà le genre de propositions qu'elle fera aux femmes britanniques face au développement du chômage. Thatcher n'est qu'un homme politique bourgeois comme les autres : arriviste d'origine modeste, elle a épousé un patron pour appuyer ses ambitions, de même que Pompidou, Chirac et Mitterrand, comme tant d'autres, ont fait des mariages d'argent pour réussir.

Solmer (Fos-sur-Mer)

APRES LES AFFRONTEMENTS AVEC LES CADRES ET LES CRS...

Les travailleurs se réunissaient lundi matin

Où en est-on à la Solmer et comment a évolué le mouvement depuis la fin de la semaine dernière ?

On sait que jeudi dernier, la direction de l'usine avait envoyé les CRS pour «libérer» le directeur «retenu» par les travailleurs à l'issue du comité d'entreprise qui se tenait le même jour. Elle devait d'une part discuter des licenciements des deux délégués syndicaux (Bernard Claireau, délégué (CFDT) et Serge Dees, délégué CGT) et d'autre part, les conditions de reprise du travail.

Cette reprise du travail, la direction l'avait envisagée.

Cette reprise du travail, la direction l'avait envisagée pour vendredi matin, à 4 h 30. Cette «proposition» recevait aussitôt et durant toute la matinée de vendredi, un refus non seulement des travailleurs en grève qui, dès l'aube renforcèrent le piquet syndical, mais également de la part des travailleurs lock-outés.

4 000 travailleurs réunis en assemblée générale vendredi matin, refusaient ainsi de reprendre le travail tant que des négociations véritables ne se seraient pas ouvertes sur les revendications qui sont au nombre de quatre principalement : 300 F d'augmentation pour tous, amélioration des conditions de travail, suppression des licenciements (8 ouvriers me-



Vendredi, les cadres aggrossaient les travailleurs

nacés) ainsi que le paiement du chômage technique.

Ce qui allait se passer vendredi en début d'après-midi, ne faisait d'ailleurs que renforcer la combativité. Vers 13 heures en effet, des cadres organisés en commandos, et armés d'outils divers (tenailles...) attaquaient le grillage en vue de faciliter l'entrée sur le site de la Solmer de quelques cars. Des sidérurgistes, plusieurs centaines, intervenaient dans le but de stopper net cette tentative. Les commandos

de cadres entreprenaient alors de projeter des pierres sur les grévistes. Après une demi-heure d'affrontements, deux ouvriers étaient blessés. Après ces affrontements et les journées de vendredi et samedi, où la grève a été reconduite à 95 % par plus de 7 000 travailleurs, où en était-on ce lundi ?

Alors que la direction multiplie les menaces au chantage, expliquant que si le travail ne reprenait pas, «ce serait l'arrêt total de l'usine pour une longue

durée, deux mois au moins», l'intersyndicale décidait lundi matin, d'appeler les travailleurs à être présents à leurs postes de travail. L'objectif de cet appel, selon un responsable CFDT : réunir les travailleurs en vue de discuter avec eux, de la poursuite de l'action et des meilleures formes de lutte à employer. L'intersyndicale devait en outre rencontrer la direction lundi matin, réunion dont personne, et pour cause, ne se risquait à dire qu'il en ressortirait quelque chose de positif.

● A Nantes Chirac diverge

● A Villeneuve-sur-lot Giscard converge

Vendredi matin, Giscard participait à la mairie de Villeneuve-sur-Lot au «forum» de Radio Monte-Carlo auquel s'étaient associés 18 quotidiens régionaux. Giscard a déclaré qu'il n'y aurait aucune réforme de la constitution tant qu'il sera à l'Elysée. Il se présente ainsi en fidèle gardien de l'héritage gaulliste et assure que la durée du mandat présidentiel ne sera pas réduite. Sans citer Chirac, le président a tenu à souligner le «caractère de personnalisation excessif» du débat politique en France : «Il n'y a pas en RFA des schmidtians, pourquoi voulez-vous qu'en France il y ait des giscardians ?».

En dépit de l'agitation chiraquienne, Giscard répète que dans la majorité, les «convergences» sur l'Europe l'emportent sur les divergences. A propos de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, Giscard, mettant de l'eau dans son vin, a indiqué pour rassurer les agriculteurs du Sud-Ouest que les clauses de sauvegarde seraient élargies et que l'ouverture totale de la frontière ne se réaliserait pas avant dix ans.

Chirac, en voyage à Nantes ce samedi, renouvelle ses mises en garde à Giscard. Il a notamment déclaré que le 10 juin «il s'agit d'un choix de société et de gouvernement», qu'à cette occasion «la France dira si oui ou non elle fait confiance à ceux qui la dirigent pour garder la barre». Le président du RPR, soucieux de garder pour lui seul le «manteau du gaullisme», taxe l'UDF de détournement d'héritage. Et «qu'on cesse de nous parler de convergence» s'est exclamé Chirac, en insistant sur le caractère incompatible des thèses de l'UDF et du RPR en matière de construction européenne.

Giscard qui soigne son image de président au-dessus de la mêlée trouve inutile voire gênant qu'il y ait des giscardians. Conforté par les prévisions des sondages, il invite d'un ton paternel Chirac à reconnaître les convergences comme principales au sein de la majorité. Chirac à l'opposé, ne peut qu'insister sur les divergences, c'est la seule manière de faire exister les chiraquiens.

L'Europe des Quatre



Vendredi soir, débat sur Antenne 2 entre les quatre têtes de liste européennes, Chirac, Veil, Mitterrand et Marchais. Rien de neuf sur les positions de ces partis sur l'Europe : Mme Veil croit qu'elle va résoudre les problèmes économiques et sociaux ; Chirac que l'Europe-miracle est une «fumisterie» ; Mitterrand qu'il faut la changer conformément au Programme commun (coucou, le revoilà) ; Marchais qu'elle présente un «bilan global tout-à-fait négatif», mais qu'il faut y rester.

A l'occasion, comme il est fréquent dans ce type de débat, les intervenants se sont mutuellement envoyés quelques vérités à la figure. Marchais a rappelé à Mitterrand que les propos de Schmidt sur les 35 heures ne portaient que

sur un horizon lointain et qu'en conséquence, ils n'étaient qu'un bavardage électoral. Mitterrand a lancé à l'intention de Marchais que charger l'Europe de tous les maux aboutit à dédouaner la droite au pouvoir en France. L'un et l'autre ont rappelé à Chirac que ses propos contre la politique de Giscard tendaient à faire oublier qu'il avait été Premier ministre du même, y compris pour l'application de sa politique européenne. Simone Veil enfin, très mal à l'aise dans le débat, n'aura même pas tenté de défendre la politique de gouvernement Barre, et en aura appelé à revenir d'urgence au sujet du débat.

Elle conclura finement : «On a beaucoup parlé de l'Europe».

Un sondage qui donne une image rassurante du PCF

Cette semaine le *Nouvel Observateur* publie les résultats du sondage sur le PCF commandé à la SOFRES. Selon ce sondage intitulé «Le nouveau visage des communistes français», les Français veraient «un bel avenir au PCF», ils jugeraient son action «utile», seraient «favorables à la présence de ministres communistes au gouvernement», mais ne lui feraient pas confiance «pour assurer la prospérité économique». Ces sondages qui font appel à de vagues impressions donnent l'image trompeuse d'un PCF amadoué depuis son renoncement à la dictature du prolétariat, un PCF sectaire de naissance qui serait cependant défenseur des intérêts caté-

goriels des travailleurs. De cette image déformée, il ne ressort pas grand chose d'intéressant sinon que 33 % des cadres supérieurs, professions libérales, industriels et gros commerçants jugent le bilan de l'URSS «globalement positif», contre 25 % des ouvriers.

Dans le même numéro, un article de R. Priouret montre que les «nouvelles thèses économiques du PCF ne sont pas si nouvelles que ça». Il remarque avec pertinence que le PCF croit voir l'explication de la crise dans la suraccumulation des équipements et demande par ailleurs plus de 10 milliards d'investissements dans la sidérurgie.

● Après Figaro-Sofres c'est Ifop-Le Point qui sonde pour les élections européennes

Les tendances révélées par ce nouveau sondage sont les mêmes que celles du sondage *Figaro-Sofres*. Tout au plus sont-elles légèrement accentuées : l'UDF obtient 31 % des intentions de vote, le PS 28 %, les listes PC et RPR descendent respectivement à 18 % et 16 %. 39 % des personnes interrogées s'abstiendraient.

● Platitudes de Mauroy au Club de la presse

Invité du club de la presse à Europe n°1 ce dimanche soir, Mauroy était interrogé sur la position du PS vis-à-vis de l'Europe. Le grand battu du congrès de Metz n'a fait que rappeler des généralités sur la position du PS favorable à la construction européenne et sur les convergences entre les «socialistes» européens. Mauroy n'a pas craint d'affirmer que le Nord-Pas-de-Calais est une région européenne. Interpellé sur sa position dans le PS, Mauroy a nié être le second de Rocard après avoir été le dauphin de Mitterrand. En tous cas, ce Poulidor de la politique a montré que même sans piste, il savait tourner en rond.